

France – Géopolitique et Stratégie – Mai 2021

1. Éléments de géopolitique sur la migration et l'asile : données internationales et nationales

- ONU - 19 décembre 2018 – Ratification du Pacte dit de Marrakech

« Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières »

23 propositions...non contraignantes... qui resteront donc des vœux pieux, et, au mieux, des objectifs accessibles... à long terme.

- UE - 23 septembre 2020 - Nouveau pacte sur la migration et l'asile

Censé trouver un équilibre « juste et raisonnable » entre « responsabilité et solidarité » et « trouver des solutions pérennes sur la migration » (Ursula Von Der Leyen, présidente de la Commission européenne).

Des avancées sur quelques points, un durcissement sur beaucoup d'autres.

Les politiques migratoires restent prioritairement du domaine des états, et une politique commune de l'UE s'avère une fois encore impossible. Après les pays du groupe de Visegrad, le Danemark a opté pour une politique très dure, qui va jusqu'à sous-traiter la gestion des migrants avec des pays tiers.

- Gouvernement français – Le rapport parlementaire du 23 septembre 2020

Rapport présenté par Jean-Noël Barrot (Modem 78) et Stella Dupont (LREM 49), pour faire le point sur l'intégration des réfugiés : « **un véritable effort a été fait** » [depuis juin 2018, Comité interministériel à l'intégration, suite au rapport Aurélien Taché intitulé « pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France »], « **mais beaucoup de progrès restent à faire** » : engagement budgétaire, actions d'accompagnement et de formation.

- OFPRA : les chiffres 2020 de l'asile

La crise sanitaire a « affecté » les déplacements internationaux et les activités de l'OFPRA : en 2020 par rapport à 2019, baisse de 28 % des demandes d'asile et de 26 % des décisions de l'office. Le délai moyen de traitement des demandes d'asile est passé de 161 jours en 2019 à 262 jours en 2020. Le taux de protection accordé (statut de réfugié ou protection subsidiaire) de 23,7 % à l'OFPRA est passé à 37,7 % après recours devant la CNDA (Cour Nationale de la Demande d'Asile).

Un « compte usager numérique » pour les demandeurs d'asile, expérimenté en Bretagne et en Nouvelle Aquitaine devrait être généralisé en 2021.

Pays d'origine des demandeurs : Afghanistan (10.000), Guinée (6.000), Bangladesh (5.000), Cote d'Ivoire (5.000), Nigeria (4.000). Géorgie et Albanie en forte baisse.

- Dans les préfectures

Restriction des accès aux guichets et multiplication des OQTF (Obligation de quitter le territoire français), notamment à l'encontre des mineurs isolés étrangers, dès qu'ils atteignent leur majorité, même lorsqu'ils sont engagés dans un parcours d'intégration et d'insertion professionnelle. Cf. les nombreuses pétitions de soutien sur Change.org. entre autres.

2. Stratégie et place du GREF

Au regard des insuffisances de l'Etat, **le GREF se situe clairement dans un rôle d'auxiliaire du service public**. Les termes du décret d'agrément du GREF par l'Education Nationale le confirment. Dans la rubrique « Partenariats », le Bulletin Officiel de février 2020 stipule : « **Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public... le GREF répond à un objet d'intérêt général** »

Le GREF assume déjà ce rôle d'auxiliaire du service public, en assurant actuellement une vingtaine d'activités différentes -- là où l'Etat ne répond pas, ou pas assez, aux besoins (les demandeurs d'asile et les Mineurs Isolés Etrangers (ou Mineurs Non Accompagnés) de toute évidence) – là où les dispositifs de l'Etat ont besoin de compléments associatifs : ECSI (Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale), OEPRE (Ouvrir l'Ecole aux Parents pour la Réussite des Enfants), Ateliers culturels dans les prisons.

Le GREF a encore d'autres pistes à explorer, comme, par exemple : Français post OFII, Illettrisme, Illectronisme ... à condition, toujours, de ne pas se substituer à de potentiels emplois salariés.

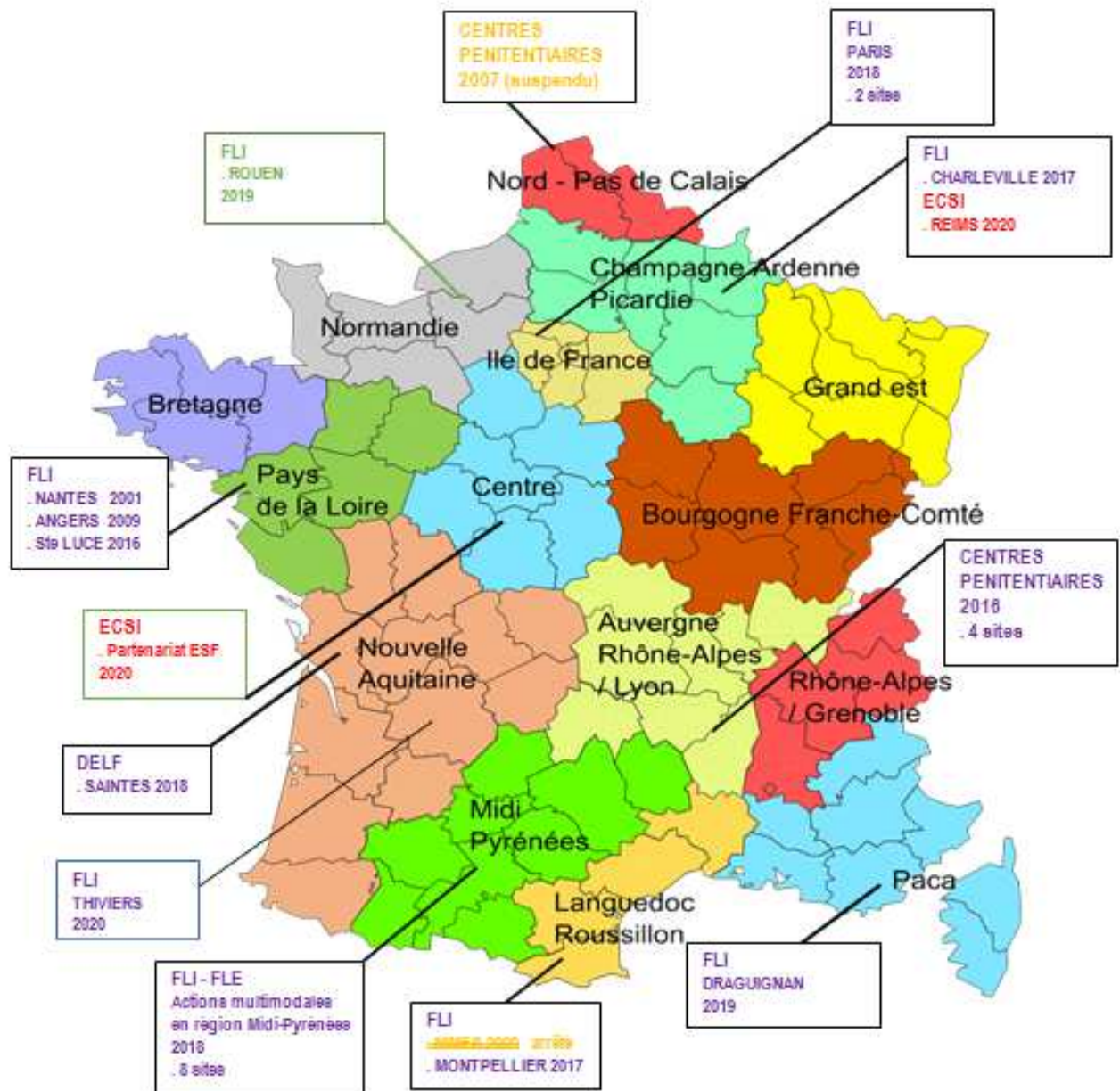
Le GREF, dans les engagements citoyens de ses membres, soutient nombre d'associations et de collectifs pour peser sur les choix politiques, au niveau local d'abord, régional ensuite, voire national.

> La pétition « jeunes étrangers, sortir de l'impasse », lancée par la LDH et signée par une soixantaine d'organisations nationales, dont le GREF, est accessible sur le site.

ACTIONS GREF EN FRANCE.*

* Seuls les projets validés par la CDV sont mentionnés.
Plusieurs autres projets sont en cours ou en construction

Mise à jour mars 2021.



Claude Longuet